

## Ecole, langue et identité :

A propos de quelques travaux sur l'école

*Nouria BENGHABRIT-REMAOUN\**

La production universitaire dans un champ donné est indissociable des conditions de formation des producteurs dans le champ en question. Deux disciplines se partagent l'essentiel des travaux sur l'éducation : la psychologie à travers les sciences de l'éducation et la sociologie. Ces travaux sous forme de mémoires et de thèses déposés dans les bibliothèques des universités où a eu lieu la soutenance, sont plus nombreux que ceux qui ont fait l'objet de publication. Les langues de travail privilégiées dans les deux disciplines de production sont l'arabe pour les sciences de l'éducation et le français pour la sociologie, et ce, jusqu'à la fin des années 1980. Depuis avec la mise en œuvre du processus d'arabisation des enseignements supérieurs et plus spécifiquement des sciences sociales, les mémoires et thèses sont en langue arabe.

A partir d'une synthèse de travaux en sociologie de l'éducation, Anne Van Haecht (2006)<sup>1</sup>, souligne la permanence des questions portant sur les inégalités. Selon l'auteure, ce ne sont pas toujours les plus «capables» qui sont orientés vers de longues études mais ceux qui sont favorisés par leur origine sociale.

Aussi, malgré toutes les réformes visant la démocratisation du système, les inégalités sociales perdurent, même si un déplacement semble s'opérer au moment de la sélection.

Qui dit inégalité dit également échec et exclusion. La réflexion s'est focalisée autour du processus de « **fabrication institutionnelle des inégalités sociales** » (Bourdieu, Boudon). Cette situation a trouvé son interprétation dans deux référents théoriques : celui de la reproduction avec Pierre Bourdieu et de l'individualisme méthodologique (relation faible entre niveau d'instruction et mobilité sociale) avec Raymond

---

\* Sociologue, maître de recherche, membre du conseil de la revue *Insaniyat*, directrice du CRASC.

<sup>1</sup> Van Haecht, Anne, *L'école à l'épreuve de la sociologie, la sociologie de l'éducation et ses évolutions*, 3<sup>ème</sup> édition, De Boeck, 2006.

Boudon<sup>2</sup>. L'école ne pouvait plus être facteur de progrès et de démocratie ; en fait il n'y avait plus de place pour l'action publique et l'action pédagogique était condamnée par avance. Il est à souligner, pour cette période l'absence de liens forts entre la recherche et les politiques publiques. Le blocage ressenti dès les années 1970 et l'apport de courants de recherche apparus dans d'autres pays tel que l'anthropologie de l'éducation ou l'ethnométhodologie chez les anglo-saxons, ont poussé vers d'autres schémas explicatifs et ont déplacé les questionnements. L'approche de type constructiviste a fourni le cadre interprétatif qui a mis en évidence la pluralité des logiques d'actions basées sur des principes et des attendus différents. Cette approche a permis la mise en exergue de « l'importance du local et de la rationalité des acteurs ». « Les expérimentations pédagogiques, la territorialisation de l'action étatique à travers la politique des zep, la décentralisation et l'autonomie des établissements, la réforme de la formation des instituteurs et des profs du secondaire, ont introduit des changements importants dans les représentations et les pratiques des administrations et des professionnels de l'éducation. »<sup>3</sup>. L'essoufflement de cette approche vers le milieu des années 1990 est à noter. Parmi les raisons essentielles, deux peuvent être avancées : c'est le changement du monde où l'école n'avait plus de monopole dans sa mission de formation et où **elle se trouve débordée par d'autres formes de circulation des savoirs** (la toile, les médias, les jeux) et la publication du rapport « A nation at risk » aux Etats-Unis. Ils posent comme référence de pertinence et de performance des politiques éducatives, la **compétitivité** de la nation dans un espace de concurrence internationale au lieu de la cohésion sociale, du partage des bénéfices ou de la mobilité générationnelle<sup>4</sup>.

Ce rapport a modifié l'espace de référence. Le souci de l'égalité et de la cohésion sociale y est préservé mais il s'inscrit dans un contexte de concurrence internationale.

Le changement de référence est indéniable. Les politiques d'éducation qui étaient pensées à l'intérieur d'un espace national et avaient pour but de le construire, se situent maintenant dans une perspective de concurrence internationale. De même, la fin du « grand renfermement »

---

<sup>2</sup> Bien que pour Boudon dans son modèle, la marge d'action est théoriquement plus grande, l'accent est plutôt mis comme le note A.V. Zanten sur l'impossibilité dans une société libérale, de contraindre au-delà d'un certain seuil variable selon l'état général de la société, les libertés individuelles.

<sup>3</sup> Van Zanten, Agnès (sd), *L'école, l'état des savoirs*, Ed. la découverte, 2000

<sup>4</sup> Comme le note Jean Louis Derouet dans sa préface de l'ouvrage *L'école à l'épreuve de la sociologie*.

qui séparerait le monde de l'éducation de celui de la production constitue une rupture de taille<sup>5</sup>.

L'enjeu du projet de réflexion sociologique est de penser les évolutions, les spécificités, les questions particulières au sein d'un fonctionnement global. Comment passer de la logique des acteurs et des situations à celle du fonctionnement social global ? « Comment établir un lien entre le vécu des personnes et les évolutions macro politiques liées à la mondialisation ? »

Une comparaison internationale de treize pays portant sur l'influence de l'origine sociale sur les performances en compréhension de l'écrit, a montré que cette influence s'exerçait par des variables externes au système<sup>6</sup>.

### **Dans la recherche universitaire, le poids de la normativité**

En Algérie, les travaux de recherche sur l'école se sont développés essentiellement sous forme de mémoires et de thèses, de projets de recherche, menés à l'université. Les travaux sous forme de publication, sont en nombre limité, comparativement à l'investissement financier consenti par les pouvoirs publics exprimé par le nombre de scolarisés et de l'investissement privé familial engagé dans les cours supplémentaires. Aujourd'hui, sur une population totale de 32.906.000 habitants, les effectifs de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur sont, en 2005, de 8,9 millions. Le taux de scolarisation pour l'enseignement obligatoire 6-15 ans est de 96,01%, pour le cycle secondaire 16-19 ans, de 38,7%, dans l'enseignement supérieur, il est de 21,8%. En matière de parité filles/garçons, l'écart existant dans l'enseignement obligatoire, se rétrécit pour être favorable aux filles dans l'enseignement secondaire et supérieur, illustré par les statistiques suivantes, 91 filles pour 100 garçons pour le premier, 140 filles pour 100 garçons pour le second et 132 filles pour 100 garçons pour le troisième<sup>7</sup>.

Cependant, l'impossibilité de dresser un état des lieux exhaustif provient de l'inexistence de revue à même de rendre compte du développement scientifique dans le domaine de l'éducation Il est utile de rappeler l'absence :

---

<sup>5</sup> idem.

<sup>6</sup> Meuret, D., Mortaix, S., « l'influence de l'origine sociale sur les performances sociales scolaires : par où passe-t-elle ? » in *Revue française de sociologie* 1, vol 47, 2006.

<sup>7</sup> Conseil national économique et social. *Rapport national sur le développement humain Algérie 2006*, réalisé en coopération avec le PNUD,

- de base de données sur les sujets de mémoires et de thèses inscrits et soutenus, mais aussi sur les projets de recherche et d'étude menés au sein des universités, instituts et centres de recherche
- d'annuaire des chercheurs et cela malgré quelques initiatives d'universités et centres de recherche
- de catalogues thématiques relatifs aux ouvrages et revues publiés à l'échelon national.

Face à l'indigence des sources d'information identifiées, une démarche pragmatique, partielle et parcellaire a été menée pour saisir la production sur le thème qui nous intéresse. Partant de la consultation des fonds de certaines bibliothèques<sup>8</sup>, et des sujets de recherche inscrits dans le cadre des programmes prioritaires de recherche ainsi que certaines publications, quelques réflexions peuvent être avancées :

En premier lieu et dans de très nombreux travaux, l'inscription majoritaire des problématiques dans un cadre **normatif** assignant au terrain d'enquête quand il existe une place marginale, est la caractéristique principale des travaux des sciences de l'éducation, affiliés institutionnellement à la psychologie.

Pour les étudiants de sciences de l'éducation mais aujourd'hui aussi de la sociologie de l'éducation, la référence principale en matière bibliographique c'est l'auteur Turki Rabah, dont les ouvrages disponibles en langue arabe privilégient une approche prescriptive mettant en avant le « comment faire » et « ce qu'il faut obligatoirement faire ».

L'émergence depuis une dizaine d'années de cet auteur comme référence, a pour résultats un effacement des spécificités disciplinaires et verse dans le discours plutôt que dans l'analyse avec pour corollaire une fuite du terrain ou un usage alibi du terrain ; cette situation peut être liée, à une grande absence dans l'édition, celle de la sociologie de l'éducation et de ses fondateurs. La conséquence en est, le brouillage des frontières sur les plans théorique et méthodologique amenant à une insuffisance dans la maîtrise des approches disciplinaires. Le cadre de l'interdisciplinarité dont Mustapha Haddab a parlé au cours de ce symposium, peut être une approche intéressante, si elle ne souffre pas d'un biais. Le biais essentiel c'est qu'au lieu d'amener une valeur ajoutée en matière de mode d'approche, il y a ce que nous appelons un glissement : des littéraires qui font de la sociologie, des psychologues... ou des philosophes qui font également de la sociologie, des pédagogues qui font de la sociologie. Il y a un brouillage là aussi des frontières

---

<sup>8</sup> Cridish, Bibliothèque centrale et bibliothèques de département de sociologie et de psychologie.

disciplinaires nécessaires dans la phase de construction scientifique d'un champ donné. La circulation des idées a rencontré une autre difficulté, celle de l'étanchéité de la formation linguistique de base.

Au-delà de l'interdisciplinarité apparente, des glissements disciplinaires empêchent parfois l'accès à la valeur ajoutée inhérente à l'angle de pénétration du sujet

Une des raisons majeures de cette situation peut être formulée en termes d'absence relative des sociologues de l'éducation.

En second lieu, l'absence de paradigme de référence dans les travaux est à noter. Dans les mémoires de magister<sup>9</sup> et dans les mémoires de fin de licence systématiquement, deux parties existent, la partie théorique, revue d'auteurs et la partie pratique qui est une description.

La revue d'auteurs ne travaille jamais la partie pratique, il y a quelque chose qui se perd entre le moment où les auteurs sont convoqués pour valider un point de vue et le moment où il faut les utiliser dans la construction de l'objet de recherche et l'analyse du terrain d'enquête. En fait, c'est l'approche fonctionnaliste non déclarée et référencée qui apparaît comme dominante dans ce que nous avons pu étudier comme travaux.

L'approche fonctionnaliste stipule les deux fonctions essentielles de l'institution scolaire : celle de l'intégration des individus dans la collectivité d'une part et la préparation des individus à y exercer des rôles différents. L'école a une fonction de socialisation et de sélection.

En identifiant un sujet donné, l'impétrant va coller mécaniquement à cette approche sans que cela puisse fournir une compréhension approfondie des mécanismes producteurs des différences. Nous ne retrouverons pas une tradition qui aurait gagné à être développée, -tradition fortement représentée- dans la sociologie de l'éducation de langue anglaise, que sont les grandes enquêtes descriptives utilisant beaucoup de statistiques. Les préoccupations qui sont les nôtres, nous les sociologues, entre scolarisation et stratification sociale sont quasi inexistantes. En fait les mécanismes générateurs des inégalités sont très peu étudiés dans les travaux de recherche, alors qu'ils constituent la colonne vertébrale de notre discipline dans son rapport à l'éducation. Partant de l'exemple des Programmes nationaux de recherche (PNR) élaborés dans le contexte de la mise en œuvre pour la recherche, de la

---

<sup>9</sup> Adel, F, note que dans la production scientifique, la prétention à la théorie cache mal une impuissance à traduire en questionnement précis des lectures faites de façon désordonnées, in Cahier n°1 (S/D) *La Socio anthropologie ou comment repenser la méthode ?*, 2001, Editions CRASC.

Loi programme à projection quinquennale, nous constatons que les axes définis, notamment pour le PNR « Education et Formation » de 1999 à 2004, relèvent plus d'un contenu disciplinaire que thématique. Un programme prioritaire avec des domaines tels que, sociologie de l'éducation ou philosophie de l'éducation, dénote des difficultés à identifier et problématiser les questions. Il faut, cependant rappeler que l'élaboration de ce programme a été l'œuvre essentiellement des universitaires. Ils ont eu très peu de répondants à l'appel d'offres qui a été lancé. Au total, seule une vingtaine de projets furent réalisés sur peut-être 200 qui auraient dû être pris en charge.

En troisième lieu, une faible circulation des résultats de recherche permet difficilement l'émergence du processus d'accumulation de la connaissance.

En conclusion, de la lecture des travaux, apparaissent une double rupture, une **rupture générationnelle** et une **rupture de filiation**. Une rupture générationnelle : nous vous avons cité les travaux que nous considérons comme étant des références en matière d'éducation et les nombreux autres qui ont suivi à l'université : il y a énormément de masters et de mémoires de fin de licence mais, qui n'apportent aucune compréhension ou éclairage nouveau. La répétition, le mimétisme dans les approches font de l'école un objet encore largement méconnu dans ses mécanismes réels de fonctionnement en tant qu'institution de socialisation. Les références théoriques sont certes citées mais sans pour autant être rendues opérationnelles.

Le facteur aggravant de cette situation réside dans le manque de recrutement dans l'enseignement supérieur durant plus de dix années correspondant à la période 1985-1995. L'augmentation des effectifs étudiants amenant à un recrutement important depuis les années 2000, de jeunes titulaires de master et de doctorat, a bouleversé la composante sociologique et démographique du corps enseignant. Dans l'espace universitaire coexiste aujourd'hui une jeune génération en quête de paternité scientifique et méthodologique pour certains, mais auto suffisant pour d'autres et une génération moins jeune, plus aguerrie mais moins impliquée ou engagée. Les jeunes enseignants chercheurs se retrouvent face à des aînés ne jouant plus le rôle de passeurs dans le processus de formation.

Nous formulons l'hypothèse que la responsabilité, est collective. L'analyse des travaux de recherche, fait ressortir l'usage d'une attitude plutôt pragmatique des chercheurs dans le recours à des références théoriques et des concepts pour expliquer ou valider des résultats.

C'est à un véritable patchwork de citations auxquels des travaux de recherche sur l'école sont soumis et il est extrêmement difficile à quiconque de dire le cadre référentiel théorique. Cette démarche « patchwork » a ses limites. La raison essentielle, réside dans le fait qu'il n'y a pas de filiation théorique forte qui puisse donner du sens aux objets traités dans le champ de l'éducation, et cela par rapport aux enjeux sociaux.

### **Dans l'édition, quelques publications de référence**

Pourtant des ouvrages en circulation, existent mais qui n'ont pas fait l'objet de références, notamment dans les mémoires de magisters. Nous présentons les thématiques abordées dans quelques-uns de ces ouvrages<sup>10</sup> qui nous apparaissent comme des jalons importants dans la réflexion sur l'enseignement et l'éducation, ainsi :

Yvonne Turin dans *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale. Ecole, médecine, religion, 1830- 1880* (Ed. François Maspero, Paris 1971), aborde une période cruciale dans l'histoire de l'Algérie nous ramenant à la période initiale du fait colonial, celle du premier demi-siècle de la pénétration française. L'auteur nous montre comment la conquête militaire va très tôt être accompagnée par une politique d'ouverture d'écoles et d'hôpitaux. L'environnement algérien traditionnel est cependant caractérisé par une non séparation du religieux d'avec des activités telles l'enseignement et la médecine. "Esprit scientifique, recul de la magie, résistance globale à l'infiltration rationnelle, tout cela est une même histoire que vivent également la religion, la médecine et l'élite chargée de la transmission des connaissances" nous dit Yvonne Turin, qui ne manque d'ailleurs pas d'envisager des similitudes au nord même de la Méditerranée en Espagne du XIX siècle, voire jusqu'à la Guerre civile en 1936.

En fait la différence ici est que le changement en cours, loin d'être d'origine "endogène", est lié à une pression venue de l'extérieur, et porté par l'idéologie coloniale.

Cet ouvrage qui peut contribuer à éclairer les enjeux en cours en cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle est malheureusement épuisé dans les librairies algériennes.

Antoine Léon quant à lui, nous propose dans *Colonisation, Enseignement et Education. Etude historique et comparative*. (Paris, Ed.

---

<sup>10</sup> L'analyse de ces ouvrages a fait l'objet d'une présentation dans le numéro thématique d'*Insaniyat, Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, sur l'*Ecole : approches plurielles*, n° 6, sept-déc 1998.

L'Harmattan, 1991) une analyse du système scolaire colonial à partir de ses bases doctrinales, de l'évolution des différentes politiques et réformes mises en œuvres selon les périodes et les pays concernés, et enfin en faisant appel au comparatisme entre les différentes zones de ce qui fut l'Empire français, Maghreb, Afrique méditerranéenne, Indochine, mais en même temps entre les sphères de colonisation belge, anglaise et française. Le cas de l'Algérie est constamment mis en exergue, et notamment dans la partie diachronique qui lui est complètement consacrée. Ceci explique l'auteur à cause de la place que ce pays occupait dans le monde colonial et qui en fait, est souvent «un cadre de référence» ou «un modèle» en matière scolaire, d'où le rôle d'ailleurs parfois joué par la section spéciale de l'Ecole normale de Bouzaréah, que nous connaissons mieux grâce notamment au travail de Fanny Colonna.

En outre, affirme l'auteur, «la présence d'une forte minorité européenne confère par le jeu d'une double stratification sociale et ethnique, une physionomie particulière à l'école algérienne». Une référence aux manuels d'enseignement (une trentaine), en histoire, géographie... nous permet de mieux comprendre les objectifs de cet enseignement et l'image de l'élève indigène qu'on cherche à façonner dans le cadre de l'idéologie coloniale, ainsi que les avatars des «écoles arabes-françaises» (au XIX<sup>ème</sup> siècle) et des «écoles spéciales pour indigènes» puis les limites de la politique d'assimilation.

Fanny Colonna, dans son ouvrage *Instituteurs algériens 1883-1939* (FNSP, Paris, et OPU; Alger 1975), a permis de faire une véritable radioscopie d'une institution dont la connaissance est essentielle pour comprendre l'ampleur et la nature du processus d'acculturation qui s'est produit au contact de la colonisation en Algérie. L'une des fonctions les plus importantes de l'école française dans le pays était «de produire un groupe d'intermédiaires entre la société dominante et la société dominée», et la recherche portant ici sur l'école normale de Bouzaréah permet de déterminer le rôle des acteurs directs de cette entreprise : les instituteurs. La période ciblée est importante tout d'abord parce que dans les années 1880 va commencer à être mise sur pied une véritable politique pour l'émergence d'une élite indigène, (avec les réformes de Jules Ferry), ensuite parce que la période relativement longue concernée par l'enquête, plus d'un demi -siècle et jusqu'à la veille de la seconde Guerre mondiale (des dizaines de promotions d'instituteurs «indigènes»), nous permet de mieux comprendre les transformations en profondeur que connaît alors la société algérienne et qui joueront un rôle dans la crise du système colonial.

Dans *Abécédaires en devenir. Idéologie coloniale et langue française en Algérie* (Alger, Ed ENAP, 1985 travail de thèse préfacé par Mostefa Lacheraf) Christiane Achour s'est proposé de démontrer les mécanismes par lesquels s'insinue l'idéologie coloniale à travers les textes d'expression française, même d'apparence anodine». En usant des catégories d'aliénation culturelle, d'acculturation (ou d'héritage) et de mythes (à travers notamment le cas du «mythe kabyle»), elle essaie de cibler les modalités d'expression de la langue française en terrain colonial, en suivant notamment le déploiement de l'Appareil idéologique d'Etat (ME) constitué par l'école.

L'analyse de contenu menée à partir de leçons de langage et de textes littéraires concernant l'Algérie et le Maghreb, mais aussi parfois l'Afrique noire et les Antilles, nous permet de suivre avec l'auteur le passage du «regard assimilateur» au «regard assimilé», et les modalités d'intertextualité ainsi que des rapports de force» entre langue dominante et langue dominée.

Selon François Leimdorfer dans son *Discours académique et colonisation*, thèmes de recherche sur *Algérie pendant la période coloniale*. (Paris, Ed. Publisud, 1992) ; durant 132 années de présence coloniale en Algérie, un effort de connaissance sur l'Algérie a été produit par des voyageurs, militaires, administrateurs et autres. La connaissance savante sera cependant l'œuvre de sociétés savantes installées dès les premières décennies de la colonisation dans les principales villes du pays et de l'Université au sein de laquelle sera élaboré le savoir académique. En fait l'auteur nous propose «une Sociologie des discours produits», dans le cadre d'institutions telle la Société historique algérienne qui éditera la plus que centenaire Revue africaine, et surtout des universités françaises, dont celle qui avait ouvert ses portes à Alger. Près de 400 thèses concernant l'Algérie ont été ainsi soutenues en droit et en lettres durant la période qui va de 1882 à 1962. François Leimdorfer en fait le recensement et procède à leur analyse, notamment à travers tout ce qui a touché à la condition des algériens (passé et présent), et aux modalités de la colonisation. Il nous aide à mieux cerner ainsi le rapport complexe qui pouvait exister entre les préoccupations liées à la pérennisation de l'ordre colonial et le discours académique, à l'élaboration duquel la population algérienne d'origine, participait de façon restreinte, parce qu'ayant peu accès à l'université.

Tandis que Guy Perville à travers son ouvrage préfacé par l'historien Charles -Robert Ageron et introduit par l'écrivain Mourad Bourboune *Les étudiants algériens de l'Université française, 1880- 1962*. (Paris, Editions du CNRS, 1984. Alger, Casbah -Editions, 1997), nous donne une somme

colossale d'informations sur les étudiants algériens ayant fréquenté l'université française entre 1880 (pour les premiers inscrits) et 1962 des statistiques selon les différentes périodes (et ce en rapport avec la scolarisation totale), sociologiques à propos de leur origine sociale et destination socioprofessionnelle, ainsi que des associations auxquelles ils participaient, et sans oublier évidemment leurs attitudes politiques. Il s'agit bien entendu de leurs activités au sein de l'AEMNAF (en France), de l'AEMAN (en Algérie) et plus tardivement de l'UGEMA, mais aussi de leur militantisme politique des origines à la Guerre de libération (dans le cadre du FLN et de l'ALN). Une grande partie de l'ouvrage traite par ailleurs de l'idéologie des intellectuels musulmans, selon les périodes, qu'elle se réfère à l'assimilationisme, à l'identité « franco -musulmane » ou au nationalisme.

Nous percevons mieux ainsi à la lecture de ce livre comment cette catégorie découvre l'altérité à travers la fréquentation de l'école française, mais aussi la révolte contre l'iniquité et son accession à la conscience anti-colonialiste, et comment se pose à elle le rapport Révolution nationale-Révolution sociale qui finira par trouver sa résultante dans un nationalisme marqué de populisme.

Ce populisme est-il cependant tardif et postérieur à l'arrivée de Frantz Fanon sur la scène du nationalisme algérien, comme le suggère Ch. R. Ageron? En tout cas, il était grand temps que cet ouvrage soit édité en Algérie, une quinzaine d'années après qu'il l'avait été en France.

Luc-Wily Deheuvels : Islam et pensée contemporaine en Algérie. *La revue Al-Asala* (1971 -1981). (Paris, Editions du CNRS, 1991)

La revue Al-Asala éditée entre 1971 et 1981 par le Ministère des affaires religieuses, a vu la publication en arabe (mais avec parfois des articles en français) de 91 numéros (il existe cependant des numéros doubles, triples et même quadruples). Si elle a parfois permis une expression relativement diversifiée, elle fut nous dit l'auteur de l'ouvrage «surtout l'organe privilégié d'un courant fondamentaliste appelant à un retour de l'authenticité (Asala), et présentant un projet de société dominé par une volonté d'instaurer ce qu'il considérait être la morale islamique».

En fait le livre de L. W Deheuvels constitue le résultat d'une thèse de doctorat qui avec d'autres travaux non publiés permet de faire le point quant à la pratique politico-religieuse, éducative et culturelle, se réclamant de l'islam réformiste, et ce, depuis la période coloniale avec l'action de l'association des ulémas dirigée par Ibn Badis (cf. à ce propos les travaux

de Ali Merad<sup>11</sup>. L'auteur aborde ici, en procédant à l'analyse de contenu, les différents thèmes traités par la revue authenticité, décolonisation de l'histoire, arabisation et culture, morale, droit et justice, justice sociale et économique, légitimation islamique du pouvoir algérien..., tout ceci dans la perspective d'un fondamentalisme islamique qui se déploie sous la protection et le contrôle (jusqu'à quel point) de l'Etat. L'intérêt de l'ouvrage porte cependant sur la présentation du fonctionnement du Ministère des affaires religieuses et de son implication au niveau de "l'enseignement originel" que nous pouvons découvrir à travers un exposé Synthétique. En effet, en plus du réseau des écoles coraniques et de son contrôle sur l'enseignement donné dans les Zawiyas (confréries religieuses), le ministère a longtemps géré tout un réseau d'instituts d'enseignement originel, et ce, de façon autonome par rapport au Ministère de l'Education nationale. Le 12 mai 1976, une ordonnance présidentielle devait mettre fin à ce dualisme (qui dans les faits persistera jusqu'en 1980), en rattachant toutes les écoles à l'Education nationale.

Culture et système éducatif (*in NAQD*, n°5, avril- août 1993).

L'Ecole en débat (*Collection Réflexions*, Casbah éditions, Alger 1998).

Nous avons là, deux dossiers sur le système éducatif et l'école, édités en cinq ans d'intervalle (en 1993 et 1998). C'est évidemment peu comme productions collectives et pour une question aussi sensible en Algérie, même si on y ajoute les efforts fournis dans d'autres publications ainsi que par la presse à propos de la question (la rubrique hebdomadaire « L'Ecole en débat », jadis publiée par Alger -Républicain, par exemple, ou encore le mensuel L'Ecole et la vie, qu'on aurait souhaité retrouver encore dans les librairies...). Ces deux dossiers auxquels contribuent un certain nombre de spécialistes du système éducatif algérien (sociologues, pédagogues didacticiens, et praticiens en l'occurrence) se complètent vraiment, même s'ils sont loin d'épuiser la question scolaire. Ils abordent le problème de la fonction de l'école et l'analyse du système scolaire ainsi que des différentes disciplines enseignées, avec un regard marqué à la fois de sens critique et du désir de mieux comprendre, pour mieux agir.

*L'université aujourd'hui* (Editions CRASC, Oran 1998). Nous avons là, les actes du séminaire organisé à Oran par le CRASC du 4 au 6 Mai 1996, à l'occasion de l'inauguration de son nouveau siège. Une quinzaine d'universitaires, d'Alger, Constantine, Blida, Mostaganem, Annaba, Tizi-Ouzou, Tlemcen et Oran se sont retrouvés pour tenter un diagnostic de

<sup>11</sup> Merad, A., *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940. Essai d'histoire religieuse et sociale*, Ed. Mouton, 1967.

Merad, A., *Lumière sur lumière. Pages d'Islam. Introduction à la pensée islamique*, Ed. le Chalet, 1978.

l'Université algérienne et réfléchir à son devenir. Une réflexion stimulante et dont l'actualité s'avère évidente. Nous avons affaire ici à une publication utile, fruit de la collaboration de deux institutions universitaires : le CRASC et l'Académie universitaire d'Oran.

Cette contribution a par ailleurs été précédée par d'autres essais portant sur l'Université : ainsi Mourad Benachenhou, dans « *Vers l'Université Algérienne : Réflexions pour une stratégie universitaire* » (Ed. OPU, Alger 1980), tente de présenter, du point de vue des gestionnaires, les objectifs assignés à la réforme universitaire de 1971, Lyes Mairi avec son ouvrage « *Faut-il fermer l'université ?* » (Enal, Alger, 1994) où un compte rendu a été fait dans *Insaniyat* n°1 (rédigé par Khaoula Taleb-Ibrahimi) ; nous citons également les contributions de Abdellah Mazouni, *Culture et enseignement en Algérie* (Ed Maspero, Paris 1969), de Malika Boudalia-Greffou, *L'Ecole algérienne d'Ibn Radis à Pavlov* (Ed Laphomic, Alger 1989). Vingt années séparent l'édition de ces deux ouvrages qui chacun en son temps avait constitué une sorte de pavé "dans la mare". La critique qu'ils font (pour les années 1960 et 1980) du système pédagogique algérien et de la question du rapport à la fonction et à l'apprentissage de la langue demeure décapante, même lorsque l'information donnée et l'approche doivent être nuancées et actualisées. Nous pourrions d'ailleurs avec profit nous reporter aux comptes-rendus critiques faits des deux ouvrages par Khaoula Taleb-Ibrahimi (respectivement dans la livraison de la *Collection Réflexions*, intitulée « L'École en débat », et dans *Naqd* n°5, , ainsi que celles de Mustapha Haddab *Moniteurs et Monitorat en Algérie* (Alger, Ed OPU; 1979), de Abderrahmane Bouzida : *L'idéologie de l'instituteur* (Ed SNED, Alger 1976) où l'auteur traite de L'algérianisation du personnel enseignant qui s'est faite au niveau de qualification le plus bas, les nationaux représentant la quasi-totalité des moniteurs et des instructeurs et uniquement 38% des instituteurs. C'est à partir d'enquêtes de terrain (questionnaires et interviews) que nos deux auteurs ont mené une réflexion sur l'école et réalisé une analyse de la composante du corps enseignant. A Bouzida, en étudiant la catégorie la plus qualifiée, celle des instituteurs, appréhende le degré de ponctuation et d'influence du nouveau message de l'école indépendante auprès de cette catégorie préparée à produire un autre message. L'étude de A. Bouzida, en relevant les différences dans le capital culturel (arabisant et francisant) participe à la compréhension du rôle des mécanismes de reproduction.

M. Haddab, quant à lui, aborde la question du monitorat comme une expérience de politique scolaire, une expérience pédagogique et une expérience socioculturelle. L'ouvrage est une contribution à l'étude des

pratiques et des processus sociaux d'intégration culturelle fondée sur l'analyse de cette expérience d'homogénéisation culturelle qu'est le monitorat en Algérie. C'est en s'appuyant sur diverses techniques de recueil de l'information et de son traitement que l'auteur met à jour, la pluralité et la complexité culturelle des groupes d'appartenance de ce corps de moniteurs. La question des conditions de possibilité de la formation d'une culture commune dans la société algérienne est posée de nouveau. Nous citons également les auteurs suivants : Tayeb Khennouche, Mustapha Haddab, Idir Khenniche : *Les jeunes ruraux et l'école, mythes et réalités*. (El CREAD, 1982) dont l'interrogation centrale est relative à la sélection/reproduction des inégalités de statut social par l'école dans le contexte rural au sein duquel les auteurs ont mené leur enquête.

L'analyse de la part de l'action propre de l'institution scolaire dans la genèse des processus de différenciations culturelles, aboutit à la mise en évidence de deux réseaux de consommation culturelle «l'école détourne du champ mais conduit au chantier». L'ouvrage est structuré autour de trois thèmes celui de la sélection scolaire, de l'impact de la scolarisation dans la modernisation du monde rural et du devenir professionnel des jeunes ruraux scolarisés.

M Boussenna, D. Cherifati-Merabtine, C. Zahi qui dans leur ouvrage : *L'information et l'orientation professionnelle en Algérie réalités et enjeu* (CERPEQ, 1995) livrent les résultats d'une enquête de terrain centrée sur les pratiques d'information et d'orientation professionnelle. Partant du mode de fonctionnement des institutions (COSP, BAIO..) et du vécu d'une pratique d'information et d'orientation par les jeunes, les auteurs mettent en exergue le caractère essentiellement administratif de l'orientation dominée par la préoccupation de la gestion des flux et de la fonction essentiellement socialisante de la formation professionnelle.

Tandis que des universitaires et pédagogues s'interrogent sur la place assignée à la discipline de l'histoire au sein de l'école algérienne et sur les modalités de son enseignement dans *Comment on enseigne l'histoire en Algérie*. (Edition CRASC, Oran 1995). Cet ouvrage reprend les actes d'un colloque organisé à Oran, par l'URASC, en février 1992.

Bennoune Mahfoud : *Education, culture et développement en Algérie. Bilan, perspectives du système éducatif*. Ed. Marinoor-ENAG 2000, (2 tomes).

A l'occasion de la conférence sur la refonte de l'école fondamentale en 1998, organisée par le Conseil supérieur de l'éducation, que l'auteur, anthropologue et historien, fut amené à finaliser un travail enclenché en

1977/78 à la demande du ministre de l'enseignement Supérieur et de la recherche scientifique, portant sur la relation entre l'industrialisation, l'éducation- formation et la recherche scientifique.

Le système éducatif, dans sa composante fondamentale, secondaire et supérieure avec la recherche scientifique, constitue l'épine dorsale de l'ouvrage rédigé en deux tomes. La formation professionnelle n'a pas été intégrée à l'analyse.

L'auteur, parti de la conviction, essaye par l'exemple historique de la décadence de la civilisation arabo-musulmane due au rejet de la science et au bannissement de la raison par les théologiens fondamentalistes, que le développement scientifique et technologique n'est possible qu'avec la création d'espaces de liberté financés et protégés par l'Etat. Selon l'auteur, par leur hégémonie dans la sphère culturelle les "assalistes-salafistes ont imposé une conception ahistorique et ont fini par empêcher l'école et l'université algériennes de remplir leurs fonctions essentielles : le transfert et la propagation de la connaissance scientifique et technologique ainsi que le savoir-faire pratique, artistique...modernes qui sont en perpétuelle mutation et évolution".

Partant de l'idée de la constitution de la culture algérienne en plusieurs couches consécutives : amazighe, punique, romaine, méditerranéenne, africaine, arabo-musulmane, française. L'auteur conclut en signalant l'importance historique du legs islamique de la période classique (790-1406) et l'introduction de la culture moderne par les français (1830-1962).

Au dualisme économique, linguistique et culturel caractérisant l'Algérie à l'indépendance correspondent deux élites, la première incarnant "l'islamiste, l'arabité, et l'authenticité endogène", la seconde incarnant "la technicité, l'efficacité, la rationalité et la modernité exogène" dont les contradictions pèseront lourdement sur le développement et l'évolution du système éducatif. L'auteur donnera une lecture politique.

La mise à disposition du lecteur de l'approche comparative des systèmes allemand, américain et japonais permettra à l'auteur d'esquisser des perspectives d'avenir en se référant à Al-hariri et à Sinan et en proposant de mettre à l'abri l'usage de la raison et l'exercice de la science, l'institutionnalisation de la laïcité à ses yeux devenant indispensable.

L'objectif ambitieux d'aboutir à la saisie de l'objet en tant que totalité, l'amène à faire appel à une approche à la fois " diachro-synchronique et comparative de l'éducation, de la culture et du développement. Partagé entre le souci de restitution des faits et la prégnance d'une approche fonctionnaliste de l'éducation " conçue comme un double processus de

transmission des valeurs de la société actuelle et de préparation de la société future ". Cet ambitieux projet, très documenté au point de vue de l'information institutionnelle et de la presse locale, aurait gagné à être renforcé par l'apport des nombreux travaux de thèses soutenues et portant sur différentes facettes du système éducatif algérien.

Cet ouvrage en deux tomes écrit avec simplicité, peut être considéré comme un précieux instrument pour tous ceux qui s'intéressent au système d'éducation face à la non disponibilité de l'information. Il se présente plus comme un essai construit à partir d'appréciations fondées sur des observations d'acteur, sur des informations diverses et précises de la réalité passée et actuelle du système éducatif algérien, enrichi d'une approche comparative. Les idées avancées peuvent servir d'hypothèses de travail à des recherches académiques en questionnant les concepts utilisés, en revisitant les théories pour la mise en œuvre d'enquêtes de terrain, seules à même de produire les instruments de validation aux hypothèses formulées.